

PREMIER TRIMESTRE 2004

RAPPORT TRIMESTRIEL POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 JANVIER 2004



Message aux actionnaires

La Banque Laurentienne déclare un revenu net de 13,6 millions \$ pour le premier trimestre 2004

SOMMAIRE DES RÉSULTATS

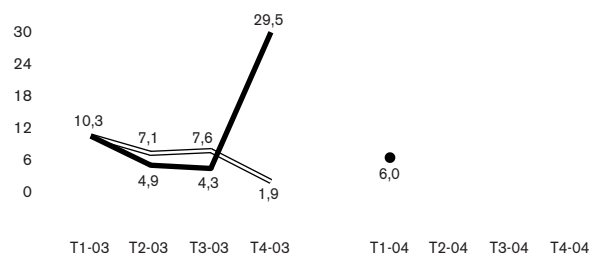
La Banque Laurentienne a déclaré un revenu net de 13,6 millions \$, ou 0,43 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2004, comparativement à un revenu net de 19,9 millions \$, ou 0,70 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre de l'exercice financier 2003. Le rendement de l'avoir des actionnaires s'élevait à 6,0 % pour ce premier trimestre 2004, comparativement à 10,3 % pour la même période en 2003. Les résultats pour le premier trimestre 2004 incluent un ajustement unique favorable de 1,7 million \$ des actifs d'impôts futurs, ou 0,06 \$ dilué par action ordinaire, découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario. En excluant cet élément, le revenu net s'élèverait à 12,1 millions \$, ou 0,37 \$ dilué par action ordinaire. Les résultats du premier trimestre de 2003 incluaient le gain sur la vente des actions de TSX Group Inc. de 8,5 millions \$ (0,29 \$ dilué par action ordinaire).

Pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2003, le revenu net s'élevait à 50,7 millions \$, ou 2,01 \$ dilué par action ordinaire, et le rendement de l'avoir des actionnaires s'établissait à 29,5 %. Les résultats de ce quatrième trimestre tenaient compte des importantes retombées du gain réalisé par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien et des frais de restructuration. En excluant l'impact de ces deux éléments sur les résultats du quatrième trimestre 2003, la rentabilité a augmenté au premier trimestre 2004, un résultat attribuable à l'amélioration des autres revenus et à la diminution des salaires et des impôts sur le revenu. Ces derniers éléments ont largement compensé la baisse du volume d'affaires découlant de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

Le président et chef de la direction de la Banque, M. Raymond McManus, a commenté les résultats du premier trimestre 2004 en ces termes : « Ces résultats correspondent à nos objectifs. À ce stade-ci, en effet, les revenus soutiennent avantageusement la comparaison avec notre plan d'affaires, tandis que nos ratios de capital, toujours plus solides, nous permettent de bénéficier de toute la flexibilité nécessaire à la mise en œuvre de nos stratégies d'affaires et au maintien de notre dividende. La croissance des portefeuilles de prêts s'est avérée plus faible que nous ne l'avions prévu, car nous ne sacrifions pas la tarification au dépend des volumes. Par contre, la réduction des dépenses incluant l'impact de l'initiative en matière de réduction des coûts débutée en 2003, s'est avérée plus positive que prévu. Au cours de ce premier trimestre, nous avons déployé le projet Entrepreneurship à l'ensemble de notre réseau de succursales et les premiers résultats

Rendement de l'avoir des actionnaires

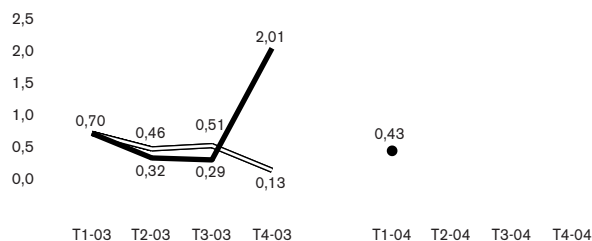
En pourcentage



— Tel que publié aux états financiers
= Excluant les éléments spéciaux

Revenu net dilué par action ordinaire

En dollars



— Tel que publié aux états financiers
= Excluant les éléments spéciaux

s'avèrent positifs. Nous devons néanmoins continuer à travailler afin de réaliser nos objectifs, puisque la Banque doit faire face à une vive concurrence dans certains de ses marchés clés. L'adhésion de nos employés à la réalisation de notre plan d'affaires triennal est remarquable. À cet égard, ils ont reconnu l'urgence d'agir et le manifestent dans leur travail, tout en comprenant que seules la ténacité et la patience nous permettront d'atteindre nos objectifs. »

PERFORMANCE ET OBJECTIFS FINANCIERS

La Banque Laurentienne publie ses objectifs financiers au début de chaque exercice financier. Elle rend compte ensuite de ses résultats, sur une base trimestrielle. La Banque n'a pas pour pratique de fournir des objectifs de revenus périodiques.

Strictement à des fins d'information, le tableau ci-dessous permet de comparer les résultats aux objectifs tels que définis par la direction pour l'exercice financier 2004.

Résultats pour 2004

| | Objectifs 2004 | Premier trimestre 2004 réel |
|--|---------------------------|--------------------------------|
| 1. Rendement de l'avoire des actionnaires ordinaires | 5 % | 6 % |
| 2. Revenu dilué par action | 1,44 \$ (12 mois) | 0,43 \$ |
| 3. Revenu total | 503 millions \$ (12 mois) | 120,5 millions \$ |
| 4. Ratio d'efficacité | 77 % | 77 % |
| 5. Ratios de capital | | |
| Première catégorie | Minimum de 9,5 % | 10,7 % |
| Capital total | Minimum de 13,0 % | 16,0 % |
| 6. Qualité du crédit (niveau de pertes sur prêts) | 0,22 % | 0,24 % |

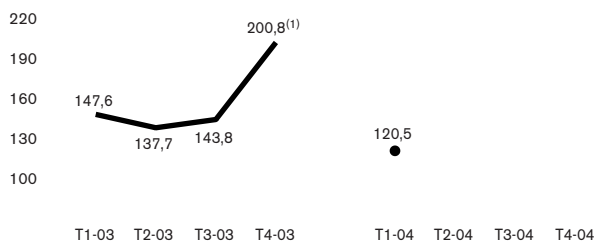
FAITS SAILLANTS

L'évolution de la rentabilité de la Banque au cours du premier trimestre 2004, comparativement au quatrième trimestre 2003, s'explique par les facteurs suivants :

- Le revenu total a diminué et s'établissait à 120,5 millions \$ en 2004, comparativement à 130,9 millions \$ au quatrième trimestre 2003, excluant le gain réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Cette diminution résulte principalement de la perte de contribution de 13,6 millions \$ liée à la vente du réseau de succursales hors Québec.
- Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 26 %, et s'élevaient à 92,8 millions \$ en 2004, alors qu'ils étaient de 125,8 millions \$ au quatrième trimestre 2003. La différence par rapport aux résultats du quatrième trimestre 2003 est essentiellement attribuable aux frais de restructuration de 16,6 millions \$ comptabilisés au quatrième trimestre 2003, ainsi qu'aux retombées de la vente du réseau de succursales hors Québec et à des coûts plus élevés liés à la rémunération incitative en 2003, dus à une prime spéciale comptabilisée au cours du quatrième trimestre.
- Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'établissait à 77,0 % au premier trimestre 2004, comparativement à 83,4 % (excluant l'impact du gain résultant de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien et les frais de restructuration) au quatrième trimestre 2003.
- La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 9,8 millions \$ au premier trimestre 2004, comparativement à 11,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2003.

Revenu total

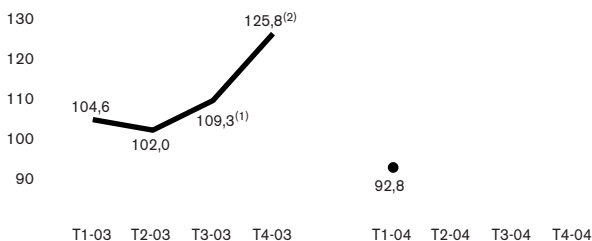
En millions de dollars



(1) 130,9 millions \$ excluant les éléments spéciaux

Frais autres que d'intérêt

En millions de dollars



(1) 106,2 millions \$ excluant les éléments spéciaux

(2) 109,2 millions \$ excluant les éléments spéciaux

– Les impôts sur le revenu s'élevaient à 3,4 millions \$ au premier trimestre 2004, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 18,7 %, comparativement à 3,4 millions \$ excluant le gain sur la vente des succursales et les frais de restructuration (soit un taux d'imposition effectif de 31,4 %) au quatrième trimestre 2003. La baisse du taux d'imposition effectif, en 2004, est largement attribuable à un ajustement unique de 1,7 million \$, ou 0,06 \$ dilué par action ordinaire, découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario.

Le 2 février 2004, la Banque a vendu son portefeuille de prêts sur carte de crédit ainsi que d'autres droits contractuels pour l'Ontario et l'Ouest canadien, évalués à 27,9 millions \$, à la Banque MBNA Canada pour un montant de 32,9 millions \$, réalisant ainsi un gain de 4,6 millions \$ après les frais de clôture et de conversion afférents. Cette transaction est conforme à la décision de la Banque de concentrer ses énergies et ses ressources dans les marchés où elle détient des avantages concurrentiels, et s'inscrit dans la même logique que la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien au cours de l'exercice financier 2003. Cette transaction sera reflétée dans les résultats du deuxième trimestre.

Estimé de l'impact de la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi que du plan de réduction de dépenses instauré en 2003.

| En millions de dollars | T4 2003 ⁽¹⁾ | Contribution des succursales vendues et programme de réduction de dépenses | T4 ajusté | T1 2004 | Variation Favorable (défavorable) |
|-------------------------------------|------------------------|--|-----------|---------|-----------------------------------|
| Revenu net d'intérêt | 83,1 | 10,5 | 72,6 | 70,0 | (2,6) |
| Autres revenus | 47,8 | 3,1 | 44,7 | 50,5 | 5,8 |
| Revenu total | 130,9 | 13,6 | 117,3 | 120,5 | 3,2 |
| Provision pour pertes sur prêts | 11,0 | 0,9 | 10,1 | 9,8 | 0,3 |
| Frais autres que d'intérêt | 109,2 | 10,5 | 98,7 | 92,8 | 5,9 |
| Impôts sur le revenu | 3,4 | 0,7 | 2,7 | 3,4 | (0,7) |
| Part des actionnaires sans contrôle | 0,8 | – | 0,8 | 1,0 | (0,2) |
| Revenu net | 6,6 | 1,5 | 5,1 | 13,6 | 8,5 |

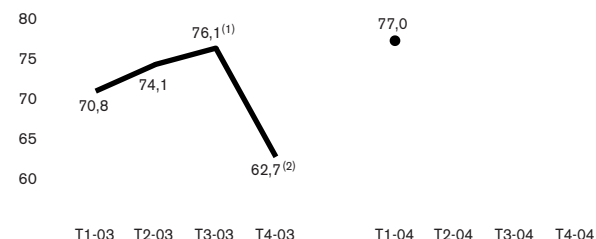
(1) Excluant le gain sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien (69,9 millions \$ – 54,9 millions \$ net des impôts) et les frais de restructuration (16,6 millions \$ – 10,8 millions \$ net des impôts).

REVUE FINANCIÈRE

Le **revenu total** s'établissait à 120,5 millions \$ au premier trimestre 2004, comparativement à 200,8 millions \$, ou 130,9 millions \$ en excluant le gain réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, au quatrième trimestre 2003. Le revenu net d'intérêt a diminué, passant de 83,1 millions \$ au quatrième trimestre 2003 à 70,0 millions \$ au premier trimestre 2004. La marge nette d'intérêt, en pourcentage de l'actif moyen, a diminué de 1,79 % à 1,69 %. Au premier trimestre 2003, le revenu total s'établissait à 147,6 millions \$, et le revenu net d'intérêt à 87,6 millions \$, tandis que la marge nette d'intérêt s'établissait à 1,88 %.

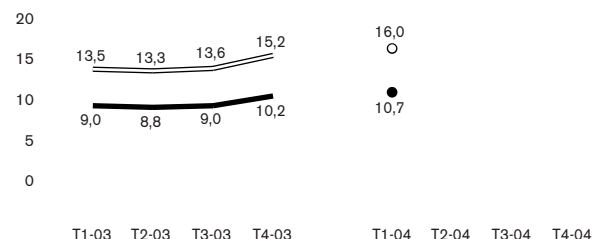
Ratio d'efficacité

Frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total



Ratio de capital BRI

En pourcentage



(1) 73,9 % excluant les éléments spéciaux
 (2) 83,4 % excluant les éléments spéciaux

■ Première catégorie
 = Capital total

Comparativement aux premier et quatrième trimestres 2003, la diminution du revenu net d'intérêt est principalement attribuable à la baisse du volume d'affaires à la suite de la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien à la fin de l'exercice financier 2003 tel que prévu et, dans une moindre mesure, à la légère diminution des volumes de prêts restants. De plus, l'augmentation du niveau des liquidités à la suite de la vente des succursales a contribué à diluer la marge au cours du premier trimestre 2004.

Les autres revenus s'élevaient à 50,5 millions \$ pour le premier trimestre 2004, comparativement à 47,8 millions \$, en excluant le gain de 69,9 millions \$ réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, au quatrième trimestre 2003. Cette augmentation de 6 % est principalement attribuable à la très bonne performance des activités de trésorerie et de marchés financiers, et des opérations de courtage. L'application de la nouvelle note d'orientation en comptabilité N° 13 sur les relations de couverture, émise par l'Institut canadien des comptables agréés, n'a eu qu'un impact marginal sur les résultats d'exploitation au premier trimestre 2004. Toutefois, l'évolution du portefeuille d'instruments financiers dérivés pourrait éventuellement se traduire par une volatilité plus importante des revenus, compte tenu de cette nouvelle directive, car certains instruments financiers dérivés utilisés pour gérer l'actif et le passif ne se qualifie plus pour la comptabilité de couverture. La diminution des honoraires sur prêts et dépôts est essentiellement attribuable à la baisse des volumes de prêts et de dépôts à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Pour le premier trimestre 2003, les autres revenus incluaient un gain de 8,5 millions \$, ou 6,7 millions \$ après impôts sur le revenu, réalisé par la vente d'actions de TSX Group Inc.

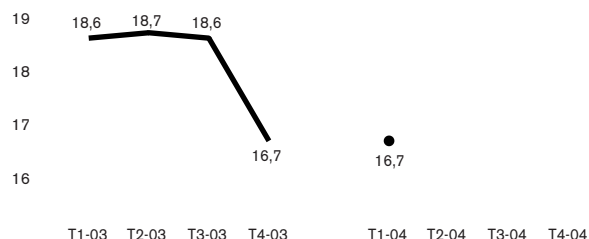
La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 9,8 millions \$ au premier trimestre 2004, soit 0,24 % de l'actif moyen, comparativement à 11,0 millions \$, ou 0,24 % de l'actif moyen, aux premier et quatrième trimestres 2003. Cette diminution est principalement attribuable aux baisses de volume des portefeuilles de prêts personnels et de prêts commerciaux, à la suite de la vente des succursales, alors que, dans l'ensemble, la qualité est demeurée stable. Les prêts douteux nets ont diminué au cours du trimestre et s'établissaient à 10,5 millions \$, ou 0,1 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, comparativement à 22,0 millions \$, ou 0,2 %, au 31 octobre 2003. Au cours du trimestre, les prêts commerciaux douteux nets ont diminué de 21,5 millions \$ grâce au règlement final de plusieurs comptes. Cette baisse des prêts douteux nets a été partiellement contrebalancée par une légère détérioration de l'ordre de 2,5 millions \$ du portefeuille de prêts personnels. D'un exercice financier à l'autre, les prêts douteux nets ont diminué de 4,3 millions \$: ils s'élevaient à 14,8 millions \$, ou 0,1 %, au 31 janvier 2003. Comparativement à la clôture de l'exercice financier 2003, la provision générale de la Banque est demeurée inchangée à 77,3 millions \$. La note 2 des états financiers consolidés intermédiaires fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 15 %, s'établissant à 92,8 millions \$ au premier trimestre 2004, comparativement à 109,2 millions \$, en excluant les frais de restructuration de 16,6 millions \$ comptabilisés au quatrième trimestre 2003. Les économies réalisées grâce à la concentration du réseau de succursales dans le marché québécois représentaient quelque 8,6 millions \$ de cette réduction. Le programme de réduction des dépenses, mis en œuvre au cours du troisième trimestre 2003, a eu un impact favorable sur les dépenses d'environ 1,9 million \$. Le reste de la variation est attribuable principalement à une diminution nette de 5,7 millions \$ des coûts de la rémunération incitative liée à la performance, due à la prime de 7,1 millions \$ accordée au dernier trimestre de 2003, et à l'augmentation de la dépense des régimes de retraite de 1,1 million \$. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 11,8 millions \$ comparativement au premier trimestre 2003, alors qu'ils s'élevaient à 104,6 millions \$, ce qui reflète les retombées de la vente des succursales.

Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'établissait à 77,0 % au premier trimestre 2004, comparativement à 83,4 %, en excluant le gain réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi

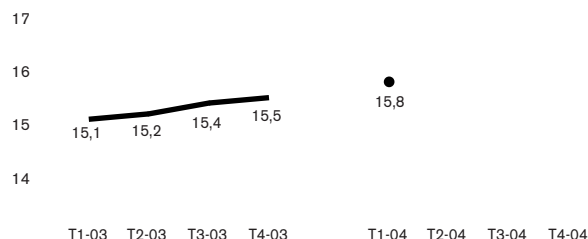
Actif au bilan

En milliards de dollars



Actif administré

En milliards de dollars



que les frais de restructuration, au quatrième trimestre 2003 (62,7 %, tel que publié), et 70,8 % au premier trimestre 2003. Le nombre d'employés en équivalent temps plein a augmenté à 3 182 au 31 janvier 2004, comparativement à 3 159 au 31 octobre 2003, alors qu'il s'établissait à 3 711 au 31 janvier 2003.

Les impôts sur le revenu s'élevaient à 3,4 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 18,7 %, au premier trimestre 2004, comparativement à 3,4 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 31,4 %, au quatrième trimestre 2003, en excluant le gain réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que les frais de restructuration. La diminution du taux d'imposition effectif en 2004 reflète les retombées de l'augmentation unique de 1,7 million \$ des actifs d'impôts futurs, découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario tel qu'annoncée récemment. En excluant ces retombées positives, le taux d'imposition effectif se serait établi à 28,1 % au premier trimestre 2004, reflétant les bénéfices d'une baisse des taux d'imposition au Québec, attribuable au fait que la Banque réalise une plus grande part de ses revenus dans cette province depuis la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Au quatrième trimestre 2003, tel que déclaré, le taux d'imposition effectif de la Banque s'établissait à 19,6 %, une situation attribuable principalement à la baisse des impôts sur le gain réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

L'actif au bilan s'établissait à 16,7 milliards \$ au 31 janvier 2004, soit au même niveau qu'au 31 octobre 2003. L'actif global s'élevait à 18,6 milliards \$ à la même date l'an dernier, soit une diminution de 1,9 milliard \$, ou 10 %, d'un exercice financier à l'autre, à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien au cours du quatrième trimestre 2003. La valeur des liquidités, y compris les actifs achetés en vertu d'ententes de revente et les titres de placement, est demeurée à 4,8 milliards \$, ou 29 % de l'actif global, au 31 janvier 2004, soit au même niveau qu'à la clôture de l'exercice financier 2003, alors qu'elle s'établissait à 4,5 milliards \$, ou 24 % de l'actif global, au 31 janvier 2003. L'augmentation des liquidités d'un exercice financier à l'autre est attribuable au produit net en espèces perçu à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi qu'à la croissance des dépôts personnels qui s'est avérée plus importante que celle du portefeuille de prêts.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires a diminué, s'établissant à 11,2 milliards \$ au 31 janvier 2004, alors qu'il s'établissait à 11,4 milliards \$ au 31 octobre 2003 et à 13,5 milliards \$ au 31 janvier 2003. Les prêts commerciaux ont diminué de 70 millions \$ et les prêts hypothécaires commerciaux de 35 millions \$ au cours du trimestre. Ces baisses sont attribuables en partie à une baisse de la demande pour du crédit commercial, ainsi qu'à la vive concurrence. La Banque s'est positionnée de manière à accroître son portefeuille de prêts en 2004, mais elle n'est pas disposée à le faire au détriment de la qualité du crédit, conformément à sa décision stratégique de se concentrer sur les segments de marché rentables pour assurer son développement durable. La diminution des prêts personnels, de 80 millions \$ depuis la clôture de l'exercice financier 2003, est attribuable à l'augmentation des remboursements des prêts aux points de vente, tandis que le volume de nouveaux prêts a diminué en raison du changement des stratégies en matière de tarification et de commissions. Les prêts hypothécaires résidentiels sont demeurés stables, à 5,3 milliards \$, alors que de nouveaux prêts, de même que les retombées positives du renouvellement à l'échéance de prêts titrisés ont contrebalancé les remboursements. Malgré les conditions favorables dans le marché immobilier, la concurrence dans le marché des prêts hypothécaires a gêné la capacité de la Banque à assurer la croissance de ces portefeuilles. Quant à la diminution des prêts par rapport au premier trimestre 2003, elle est essentiellement attribuable à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

Le total des dépôts des particuliers a légèrement augmenté, de 0,1 milliard \$, par rapport au dernier trimestre et s'élevait à 10,6 milliards \$ au 31 janvier 2004, comparativement à 10,5 milliards \$ au 31 octobre 2003. Les dépôts des particuliers représentaient 85 % des dépôts totaux de 12,5 milliards \$ au 31 janvier 2004, en hausse par rapport à 79 % au 31 octobre 2003. Cette augmentation est attribuable à la diminution du niveau des dépôts d'entreprises et autres dépôts, tandis que la Banque a accru son niveau d'autres instruments de trésorerie.

Le capital total de la Banque, composé de l'avoir des actionnaires ordinaires, d'actions privilégiées, de la part des actionnaires sans contrôle, et de débentures, s'élevait à 1 320 millions \$ au 31 janvier 2004, comparativement à 1 315 millions \$ au 31 octobre 2003, soit une augmentation de 5 millions \$ au cours de la période.

L'avoir des actionnaires ordinaires a augmenté à 678 millions \$ au 31 janvier 2004, alors qu'il s'établissait à 673 millions \$ au 31 octobre 2003. Le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 janvier 2004 s'élevait à 23 479 395; la valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque a augmenté à 28,86 \$, alors qu'elle s'établissait à 28,73 \$ à la clôture de l'exercice financier 2003.

Les ratios de capital BRI de première catégorie et de capital total ont augmenté, atteignant respectivement 10,7 % et 16,0 %, alors qu'ils atteignaient 10,2 % et 15,2 % au 31 octobre 2003. Le ratio de l'avoir des actionnaires ordinaires tangible (soit l'avoir des actionnaires ordinaires moins les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels) sur l'actif pondéré par le risque s'est amélioré, s'établissant à 8,2 %, comparativement à 7,8 % au 31 octobre 2003.

Au cours de sa réunion tenue le 26 février 2004, le conseil d'administration, tenant compte des résultats favorables ainsi que de la solide situation financière de la Banque telle qu'attestée par les ratios de capital, a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 10 mars 2004, de même que le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} mai 2004 aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} avril 2004.

L'actif administré s'élevait à 15,8 milliards \$ au 31 janvier 2004, comparativement à 15,5 milliards \$ au 31 octobre 2003, et à 15,1 milliards \$ au 31 janvier 2003. Cette variation est principalement attribuable à l'augmentation de la valeur marchande des actifs.

INFORMATION SECTORIELLE

Au premier trimestre 2004, toutes les lignes d'affaires ont amélioré leurs résultats par rapport au quatrième trimestre 2003. La contribution des autres secteurs a diminué, passant de 0,6 million \$, en excluant les éléments spéciaux décrits ci-dessous, à (5,1) millions \$.

Contributions au revenu net

| En millions de dollars | Services financiers aux particuliers | Services financiers aux entreprises | B2B Trust | Gestion du patrimoine et Courtage | Autres | Total ⁽¹⁾ |
|------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|-------------|-----------------------------------|--------------|----------------------|
| T1 – 2004 | | | | | | |
| Revenu net | 7,5 40 % | 6,7 35 % | 3,3 18 % | 1,2 7 % | (5,1) s/o | 13,6 100 % |
| T4 – 2003 | | | | | | |
| Revenu net | 0,6 10 % | 2,1 34 % | 2,5 42 % | 0,8 14 % | 44,7 s/o | 50,7 100 % |
| T1 – 2003 | | | | | | |
| Revenu net | 7,3 30 % | 6,9 28 % | 3,1 12 % | 7,4 30 % | (4,8) s/o | 19,9 100 % |

(1) Pourcentage de la contribution au revenu net des quatre lignes d'affaires, à l'exclusion du secteur Autres.

Services Financiers aux Particuliers

Les Services financiers aux particuliers ont contribué 7,5 millions \$ au revenu net pour le premier trimestre 2004, comparativement à 0,6 million \$ pour le quatrième trimestre 2003. Le ratio d'efficacité s'est amélioré, passant de 91,9 % au quatrième trimestre 2003 à 80,1 % au premier trimestre 2004.

La vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien a eu un impact tout particulier sur cette ligne d'affaires au cours du premier trimestre, alors que des portefeuilles de prêts et de dépôts, estimés à 2,0 milliards \$ et 1,9 milliard \$ respectivement, ont été vendus. La baisse de revenus et de dépenses liée à cette vente est estimée à 13,6 millions \$ et 8,6 millions \$ respectivement, par trimestre, pour l'exercice financier 2004. Cette contribution de 5,0 millions \$, à laquelle la Banque a renoncé, a été plus que compensée par les éléments suivants : une réduction des coûts reliés aux salaires résultant de la prime spéciale accordée au cours du quatrième trimestre 2003; une diminution de la masse salariale et des avantages sociaux, découlant du programme de réduction des coûts et une amélioration de la rentabilité des activités de financement aux points de vente.

La campagne REER est bien amorcée et s'avère très prometteuse à ce jour.

Les Services financiers aux particuliers ont identifié quatre projets destinés à développer leur réseau et à assurer des opérations aussi durables que rentables.

Nouvelle signature Banque Laurentienne et optimisation du réseau de succursales

Des efforts considérables ont été consacrés à l'évaluation de la rentabilité et du potentiel du réseau de succursales actuel. Cette étape, fort importante, a permis d'identifier les marchés où la Banque devrait rehausser sa présence en rénovant, relocalisant ou fusionnant des succursales de son réseau. Elle a également permis de recueillir de l'information sur les marchés où de nouvelles succursales pourraient être ouvertes au cours des trois prochaines années.

Le développement du concept d'une nouvelle signature corporative pour la Banque Laurentienne va de l'avant. La direction a choisi une firme d'architectes et examine plusieurs propositions de concept. La mise en place de la nouvelle signature est prévue au cours du deuxième semestre 2004.

Déploiement du projet Entrepreneurship

Le déploiement du projet *Entrepreneurship* à l'ensemble du réseau de succursales constitue la plus importante réalisation de ce premier trimestre. Les succursales ont été regroupées en 25 marchés locaux, gérés dorénavant selon ce nouveau concept destiné à améliorer la satisfaction des clients et motiver les équipes de vente afin de stimuler une croissance rentable. Des programmes de rémunération incitative, basés sur la rentabilité des marchés locaux, ont également été adoptés afin d'accroître l'engagement des employés. Le déploiement du projet *Entrepreneurship* a nécessité la nomination de 25 nouveaux directeurs qui sont responsables des succursales de la Banque situées dans chacun de leurs marchés locaux ainsi que la nomination de directeurs pour toutes les succursales.

Approche « détaillant » pour le service à la clientèle et amélioration de la stratégie multi-canaux à travers le Canada
Au mois de janvier 2004, la Banque a lancé sa nouvelle campagne publicitaire dont le thème est OSEZ! C'est le défi que la Banque Laurentienne lance à tous les consommateurs, propriétaires, investisseurs et entrepreneurs du Québec, dans le cadre de son offre de produits et services en succursales. Cette campagne attire l'attention sur le caractère distinctif de la Banque et sur le fait qu'elle représente une alternative aux autres institutions financières.

D'autres initiatives ont été mises en œuvre afin de promouvoir les produits et services offerts par la Banque dont, à titre d'exemple, le nouveau Programme *Passeport*^{MD}, offert exclusivement aux détenteurs de la carte de crédit VISA Or Banque Laurentienne. Ailleurs au Canada, la Banque a consacré énergies et ressources au soutien de ses services de financement aux points de vente, un important secteur de ses activités. La conclusion d'une entente de financement avec Genmar, un fabricant de bateaux de plaisance renommé, compte également au nombre des réalisations du premier trimestre 2004.

Services Financiers aux Entreprises

Le revenu net s'élevait à 6,7 millions \$ au premier trimestre 2004, comparativement à 2,1 millions \$ au quatrième trimestre 2003 et 6,9 millions \$ au premier trimestre 2003. Les résultats pour le premier trimestre 2004 ont été avanta­gés par la diminution des pertes sur prêts qui sont passées de 8,3 millions \$ au quatrième trimestre 2003 à 4,4 millions \$ au 31 janvier 2004. Les efforts considérables déployés au cours des 18 derniers mois afin d'améliorer la qualité du crédit commencent à produire des résultats encourageants, comme en témoigne la diminution des pertes sur prêts. La diminution de l'exposition aux risques de crédit s'est poursuivie au cours du trimestre et il ne reste que 5 prêts de plus de 20 millions \$.

Dans le créneau des prêts aux petites et moyennes entreprises (PME), la dernière étapes de la réorganisation des activités a été complétée au Québec. Ainsi, les Services financiers aux entreprises se sont vu confier la responsabilité de toutes les activités commerciales. La Banque a désormais 6 centres régionaux dévoués au marché des PME au Québec, tandis que 3 centres de services aux micro-entreprises pouvoient aux besoins des professionnels et travailleurs autonomes.

Le groupe dédié au marché immobilier a continué de bien performer, tout en maintenant un excellent niveau de qualité de crédit. Les signes de ralentissement deviennent toutefois évidents dans certaines régions et la Banque devra relever le défi d'améliorer son positionnement dans d'autres grands centres urbains afin de générer une croissance des volumes de prêts.

La croissance du portefeuille de prêts agricoles a souffert des perturbations survenues au cours de la dernière année. Néanmoins, le potentiel de croissance demeure intéressant et les affaires devraient s'améliorer, après la pause ayant permis de consolider les opérations et ressources.

B2B Trust

B2B Trust a amélioré sa contribution aux résultats consolidés du premier trimestre 2004, l'établissant à 3,3 millions \$ alors qu'elle s'élevait à 2,5 millions \$ au quatrième trimestre 2003 et à 3,1 millions \$ au premier trimestre 2003. Ce résultat a été avanta­gé par un ajustement de 1,0 million \$ des actifs d'impôts futurs, découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario tel qu'annoncée récemment.

Les bénéfices d'exploitation, avant impôts sur le revenu, ont légèrement diminué par rapport au quatrième trimestre 2003, passant de 5,3 millions \$ à 5,0 millions \$ pour le premier trimestre 2004. Cette diminution est attribuable à la baisse du revenu net d'intérêt, contrebalancée en partie par l'augmentation des autres revenus, tandis que les frais sont demeurés relativement stables. Les changements dans la composition de l'actif et les frais de financement, associés aux divers portefeuilles, ont entraîné une diminution des marges nettes d'intérêt par rapport à l'exercice financier précédent. Les prêts douteux ont légèrement augmenté, passant de 2,4 millions \$ au 31 octobre 2003 à 2,9 millions \$ au 31 janvier 2004.

Le ratio d'efficacité s'établissait à 62,5 % pour le premier trimestre 2004, comparativement à 61,8 % pour le quatrième trimestre 2003 et à 57,1 % pour le premier trimestre 2003.

Le marché des prêts à l'investissement manifeste de nouveau des signes de croissance, alors que les ventes de fonds communs de placement ont repris de la vigueur au cours du trimestre. Les énergies et les ressources de B2B Trust demeurent toujours aussi axées sur la maximisation des avantages liés à ses alliances avec les distributeurs de produits financiers, sans toutefois négliger les mesures tactiques nécessaires pour assurer une meilleure diversification de sa gamme de produits de crédit et donc de ses sources de revenus. B2B Trust a continué, de plus, à assurer un contrôle serré de ses dépenses d'exploitation.

GESTION DU PATRIMOINE ET COURTAGE

La ligne d'affaires Gestion du patrimoine et Courtage a déclaré un revenu net de 1,2 million \$ au premier trimestre 2004, comparativement à 0,8 million \$ au quatrième trimestre 2003 et 7,4 millions \$ au premier trimestre 2003. Les résultats du premier trimestre 2003 incluait un gain avant impôts sur le revenu de 8,5 millions \$ sur la vente d'actions de TSX Group Inc. En excluant ce gain, les résultats pour le premier trimestre 2003 s'établissaient à 0,7 million \$.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne a amélioré de manière substantielle sa contribution aux résultats du premier trimestre 2004, comparativement au quatrième trimestre 2003, soit de 0,8 million \$ à 1,2 million \$. La hausse des activités sur les marchés institutionnels et de détail a entraîné une hausse des revenus de plus de 30 %, soit de 4,4 millions \$ au quatrième

trimestre 2003 à 5,9 millions \$ au premier trimestre 2004. Valeurs mobilières Banque Laurentienne exploite deux secteurs d'activité, soit une division spécialisée dans le domaine du marché obligataire institutionnel, où elle occupe une position de leader, et des activités de courtage au détail. Les activités institutionnelles ont maintenu de bons résultats d'exploitation, alors que les activités de courtage au détail ont continué à améliorer leurs résultats et y contribue maintenant positivement.

La co-entreprise BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs a poursuivi de manière soutenue le développement de sa base de revenus : de 2,0 millions \$ (1,0 million \$ – participation à 50 %) au premier trimestre 2003 à 2,4 millions \$ (1,2 million \$ – participation à 50 %) au quatrième trimestre 2003, celle-ci s'élevait à 2,5 millions \$ (1,2 million \$ – participation à 50 %) au premier trimestre 2004. Le revenu net est marginalement positif pour le trimestre. L'actif administré a augmenté de 6 % depuis le début de l'année et de 29 % depuis janvier 2003, un résultat attribuable à la combinaison d'un marché des actions propice et de ventes nettes positives de fonds communs de placement et d'autres fonds privés et institutionnels. BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs gère des portefeuilles pour ses divisions de fonds communs de placement et de gestion financière, privée et institutionnelle.

Autres secteurs

La baisse de contribution du secteur Autres est attribuable principalement à la diminution des revenus de pénalités de prépaiement d'environ 1,9 million \$. Les résultats du quatrième trimestre 2003 incluaient le gain de 69,9 millions \$ réalisé en 2003 sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que les frais de restructuration de 16,6 millions \$ et le renversement de provision générale pour un montant de 4 millions \$.


REVENU NET, EXCLUANT LES ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Afin de faciliter l'analyse des données, le revenu net, excluant les éléments spéciaux, a été utilisé tout au long de ce document. De l'avis du comité de direction, ces éléments spéciaux exclus ne devraient pas être pris en considération dans l'analyse de la performance de la Banque. Le revenu net, excluant les éléments spéciaux, n'est pas établi selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, et pourrait ne pas être comparable au revenu net d'une autre entreprise.

RÉGIE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque ont procédé à la révision du présent rapport trimestriel. Les contrôles et procédés relatifs à la présentation de l'information de la Banque permettent au président et chef de la direction et au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Banque de s'assurer de la fidélité des états financiers intermédiaires consolidés.


L. Denis Desautels, O.C.
Président du conseil


Raymond McManus
Président et chef de la
direction

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PRÉVISIONNELS

Le présent communiqué et les renseignements connexes peuvent contenir des énoncés prévisionnels, y compris des énoncés portant sur les affaires et le rendement financier escompté de la Banque Laurentienne. Ces énoncés sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent varier des résultats envisagés dans les énoncés prévisionnels. De telles variations peuvent être attribuables à divers facteurs, dont l'activité des marchés financiers mondiaux, les changements des politiques monétaires et économiques des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence et les changements technologiques. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des énoncés prévisionnels pour prendre des décisions devraient soigneusement tenir compte des facteurs identifiés ci-dessus ainsi que d'autres incertitudes, et ne devraient pas accorder une confiance induite à de tels énoncés prévisionnels. La Banque Laurentienne ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, oraux ou écrits, émis par elle-même ou en son nom.

Points saillants financiers

| En millions de dollars, sauf les données par action (non vérifiés) | Pour les périodes de trois mois terminées les | | |
|---|---|--------------------|-----------------------------|
| | 31 janvier 2004 | 31 janvier 2003 | Variation en pourcentage |
| Résultats | | | |
| Revenu net | 13,6 \$ | 19,9 \$ | (31,7)% |
| Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires | 10,1 \$ | 16,3 \$ | (38,0)% |
| Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires | 6,0 % | 10,3 % | |
| Par action ordinaire | | | |
| Revenu net | | | |
| de base | 0,43 \$ | 0,70 \$ | (38,6)% |
| dilué | 0,43 \$ | 0,70 \$ | (38,6)% |
| Dividendes | 0,29 \$ | 0,29 \$ | – % |
| Valeur comptable | 28,86 \$ | 26,98 \$ | 7,0 % |
| Cours de l'action – clôture | 28,60 \$ | 25,95 \$ | 10,2 % |
| Situation financière | | | |
| Actif au bilan | 16 723 \$ | 18 582 \$ | (10,0)% |
| Actif administré | 15 765 \$ | 15 128 \$ | 4,2 % |
| Prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, montant net | 12 421 \$ | 14 067 \$ | (11,7)% |
| Dépôts de particuliers | 10 601 \$ | 12 055 \$ | (12,1)% |
| Avoir des actionnaires, part des actionnaires sans contrôle dans une filiale et débetures | 1 320 \$ | 1 280 \$ | 3,1 % |
| Nombre d'actions ordinaires (en milliers) | 23 479 | 23 412 | 0,3 % |
| Prêts douteux nets (en % des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente) | 0,1 % | 0,1 % | |
| Actif pondéré par le risque | 8 120,5 \$ | 9 210,2 \$ | (11,8)% |
| Ratio de capital BRI | | | |
| Première catégorie | 10,7 % | 9,0 % | |
| Capital total | 16,0 % | 13,5 % | |
| Ratio de l'actif sur le capital BRI | 12,9 x | 15,1 x | |
| Avoir des actionnaires ordinaires tangibles en pourcentage de l'actif pondéré par le risque | 8,2 % | 6,8 % | |
| RATIOS FINANCIERS | | | |
| Par action ordinaire | | | |
| Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres) | 9,3 x | 24,5 x | |
| Valeur au marché / valeur comptable | 99 % | 96 % | |
| Dividende par action / valeur au marché | 4,06 % | 4,47 % | |
| Ratio du dividende versé | 67,3 % | 41,5 % | |
| En pourcentage de l'actif moyen | | | |
| Revenu net d'intérêt | 1,69 % | 1,88 % | |
| Provision pour pertes sur prêts | 0,24 % | 0,24 % | |
| Revenu net | 0,33 % | 0,43 % | |
| Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires | 0,24 % | 0,35 % | |
| Rentabilité | | | |
| Autres revenus (en % du revenu total) | 41,9 % | 40,7 % | |
| Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total) | 77,0 % | 70,8 % | |
| AUTRES RENSEIGNEMENTS | | | |
| Nombre d'employés en équivalent temps plein | 3 182 | 3 711 | |
| Nombre de succursales | 154 | 213 | |
| Nombre de guichets automatiques | 282 | 348 | |

État consolidé des résultats

| En milliers de dollars, sauf les données par action (non vérifié) | Pour les périodes de trois mois terminées les | | |
|--|---|--------------------|--------------------|
| | 31 janvier 2004 | 31 octobre 2003 | 31 janvier 2003 |
| Revenu d'intérêt | | | |
| Prêts | 180 329 \$ | 214 299 \$ | 218 663 \$ |
| Valeurs mobilières | 19 370 | 17 743 | 19 475 |
| Dépôts à d'autres institutions financières | 2 651 | 3 446 | 1 943 |
| | 202 350 | 235 488 | 240 081 |
| Frais d'intérêt | | | |
| Dépôts et autres éléments de passif | 125 384 | 145 416 | 145 477 |
| Débitures subordonnées | 6 987 | 6 993 | 6 992 |
| | 132 371 | 152 409 | 152 469 |
| Revenu net d'intérêt | 69 979 | 83 079 | 87 612 |
| Provision pour pertes sur prêts (note 2) | 9 750 | 11 000 | 11 000 |
| | 60 229 | 72 079 | 76 612 |
| Autres revenus | | | |
| Frais et commissions sur prêts et dépôts | 22 214 | 24 556 | 25 107 |
| Revenus de trésorerie et de marchés financiers | 12 706 | 9 672 | 12 816 |
| Commissions de courtage | 5 456 | 4 054 | 4 871 |
| Revenus de régimes enregistrés autogérés | 3 051 | 3 085 | 3 100 |
| Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement | 2 982 | 2 804 | 2 725 |
| Revenus d'assurance | 1 825 | 1 181 | 1 699 |
| Revenus (pertes) de titrisation | 267 | (120) | 1 025 |
| Gain sur cession de succursales | – | 69 946 | – |
| Autres | 2 001 | 2 587 | 8 667 |
| | 50 502 | 117 765 | 60 010 |
| | 110 731 | 189 844 | 136 622 |
| Frais autres que d'intérêt | | | |
| Salaires et avantages sociaux | 46 138 | 55 883 | 51 232 |
| Frais de locaux et technologie | 26 334 | 32 805 | 31 392 |
| Frais de restructuration (note 4) | – | 16 634 | – |
| Autres | 20 294 | 20 517 | 21 952 |
| | 92 766 | 125 839 | 104 576 |
| Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale | 17 965 | 64 005 | 32 046 |
| Impôts sur le revenu | 3 354 | 12 533 | 11 064 |
| Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale | 14 611 | 51 472 | 20 982 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale | 979 | 751 | 1 076 |
| Revenu net | 13 632 \$ | 50 721 \$ | 19 906 \$ |
| Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents | 3 527 | 3 466 | 3 558 |
| Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires | 10 105 \$ | 47 255 \$ | 16 348 \$ |
| Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers) | 23 457 | 23 426 | 23 411 |
| Nombre moyen d'actions ordinaires après dilution (en milliers) | 23 501 | 23 465 | 23 460 |
| Revenu net par action ordinaire | | | |
| de base | 0,43 \$ | 2,02 \$ | 0,70 \$ |
| dilué | 0,43 \$ | 2,01 \$ | 0,70 \$ |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

| En milliers de dollars (non vérifié) | 31 janvier 2004 | 31 octobre 2003 | 31 janvier 2003 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF | | | |
| Liquidités | | | |
| Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt | 89 185 \$ | 100 001 \$ | 139 564 \$ |
| Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt | 385 116 | 622 923 | 112 371 |
| Chèques et autres effets en transit, montant net | 245 434 | 111 809 | 144 088 |
| | 719 735 | 834 733 | 396 023 |
| Valeurs mobilières | | | |
| Portefeuille de placement | 1 752 664 | 2 064 301 | 2 635 155 |
| Portefeuille de négociation | 1 021 636 | 1 006 575 | 754 472 |
| | 2 774 300 | 3 070 876 | 3 389 627 |
| Actifs achetés en vertu d'ententes de revente | 1 335 124 | 882 036 | 761 684 |
| Prêts (note 2) | | | |
| Personnels | 3 566 096 | 3 646 070 | 3 858 469 |
| Hypothécaires résidentiels | 5 270 246 | 5 274 128 | 6 594 425 |
| Hypothécaires commerciaux | 669 989 | 705 101 | 901 824 |
| Commerciaux et autres | 1 507 109 | 1 571 491 | 1 848 459 |
| | 11 013 440 | 11 196 790 | 13 203 177 |
| Provisions cumulatives pour pertes sur prêts | (156 954) | (163 177) | (203 643) |
| | 10 856 486 | 11 033 613 | 12 999 534 |
| Autres | | | |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 229 602 | 235 286 | 305 387 |
| Immobilisations | 104 907 | 114 479 | 142 790 |
| Écarts d'acquisition | 54 029 | 54 029 | 54 029 |
| Autres éléments d'actif | 649 057 | 512 716 | 533 237 |
| | 1 037 595 | 916 510 | 1 035 443 |
| | 16 723 240 \$ | 16 737 768 \$ | 18 582 311 \$ |
| PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES | | | |
| Dépôts | | | |
| Particuliers | 10 600 746 \$ | 10 508 592 \$ | 12 055 270 \$ |
| Entreprises et autres | 1 893 707 | 2 784 357 | 3 063 940 |
| | 12 494 453 | 13 292 949 | 15 119 210 |
| Autres | | | |
| Engagements afférents à des actifs vendus à découvert | 1 689 884 | 969 663 | 800 329 |
| Engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat | 72 786 | 173 246 | 345 487 |
| Acceptations | 229 602 | 235 286 | 305 387 |
| Autres éléments de passif | 916 491 | 751 484 | 732 152 |
| | 2 908 763 | 2 129 679 | 2 183 355 |
| Déventures subordonnées | 400 000 | 400 000 | 400 000 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans une filiale | 42 438 | 41 827 | 47 743 |
| Avoir des actionnaires | | | |
| Capital-actions (note 3) | | | |
| Actions privilégiées | 200 000 | 200 000 | 200 400 |
| Actions ordinaires | 247 789 | 246 813 | 246 305 |
| Bénéfices non répartis | 429 797 | 426 500 | 385 298 |
| | 877 586 | 873 313 | 832 003 |
| | 16 723 240 \$ | 16 737 768 \$ | 18 582 311 \$ |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

| En milliers de dollars (non vérifié) | Pour les périodes de trois mois terminées les | |
|---|---|--------------------|
| | 31 janvier 2004 | 31 janvier 2003 |
| CAPITAL-ACTIONS (note 3) | | |
| Actions privilégiées | | |
| Solde au début et à la fin de la période | 200 000 \$ | 200 400 \$ |
| Actions ordinaires | | |
| Solde au début de la période | 246 813 | 246 230 |
| Émissions au cours de la période | 976 | 75 |
| Solde à la fin de la période | 247 789 | 246 305 |
| BÉNÉFICES NON RÉPARTIS | | |
| Solde au début de la période | 426 500 | 375 740 |
| Revenu net | 13 632 | 19 906 |
| Dividendes | | |
| Actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents | (3 527) | (3 558) |
| Actions ordinaires | (6 808) | (6 790) |
| Solde à la fin de la période | 429 797 | 385 298 |
| TOTAL DE L'AVOIR DES ACTIONNAIRES | 877 586 \$ | 832 003 \$ |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

| En milliers de dollars (non vérifié) | Pour les périodes de trois mois terminées les | | |
|---|---|--------------------|--------------------|
| | 31 janvier 2004 | 31 octobre 2003 | 31 janvier 2003 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | | |
| Revenu net | 13 632 \$ | 50 721 \$ | 19 906 \$ |
| Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation : | | | |
| Provision pour pertes sur prêts | 9 750 | 11 000 | 11 000 |
| Gains sur les activités de titrisation | - | - | (1 859) |
| Pertes nettes sur disposition d'immobilisations | 116 | - | 2 445 |
| Frais de restructuration (note 4) | - | 17 360 | - |
| Gain sur cession de succursales | - | (69 946) | - |
| Gains nets sur disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement | (7 048) | (973) | (10 153) |
| Charge d'impôts futurs (récupération) | (1 222) | 8 993 | 4 091 |
| Amortissements | 9 599 | 11 128 | 10 010 |
| Variation nette des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation | (15 061) | (101 269) | 211 000 |
| Variation des intérêts courus à recevoir | 5 732 | (6 669) | 10 133 |
| Augmentation des gains non réalisés et des montants à recevoir sur les instruments financiers dérivés | (155 740) | (10 751) | (12 743) |
| Variation des intérêts courus à payer | 51 418 | 28 722 | 31 402 |
| Augmentation des pertes non réalisées et des montants à payer sur les instruments financiers dérivés | 129 520 | 11 499 | 3 410 |
| Autres, net | (239) | (29 906) | 1 147 |
| | 40 457 | (80 091) | 279 789 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | | |
| Variation nette des dépôts | (798 496) | 356 978 | 150 936 |
| Variation nette des engagements afférents à des actifs vendus à découvert | 720 221 | (256 026) | (60 691) |
| Variation nette des engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat | (100 460) | (111 922) | (102 375) |
| Émissions d'actions ordinaires, nettes des frais d'émission (note 3) | 976 | 483 | 75 |
| Rachat d'actions ordinaires d'une filiale | - | (3 247) | - |
| Dividendes, y compris les impôts sur le revenu y afférents | (10 715) | (10 642) | (10 796) |
| | (188 474) | (24 376) | (22 851) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | | |
| Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition d'actifs nets | - | - | (28 427) |
| Variation nette des dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt | 237 807 | (125 526) | 152 601 |
| Acquisitions de valeurs mobilières détenues aux fins de placement | (5 376 982) | (7 262 323) | (9 098 157) |
| Échéances de valeurs mobilières détenues aux fins de placement | 24 298 | 164 394 | - |
| Produits de disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement | 5 671 369 | 6 703 887 | 8 557 740 |
| Variation nette des prêts | 167 377 | 122 582 | 100 040 |
| Variation nette des actifs achetés en vertu d'ententes de revente | (453 088) | 425 296 | 108 146 |
| Produits de la titrisation de prêts hypothécaires | - | - | 39 836 |
| Acquisitions d'immobilisations | (2 705) | - | (694) |
| Flux de trésorerie nets résultant de la cession de succursales | - | 165 112 | - |
| Produit de disposition d'immobilisations | 2 750 | 5 759 | 6 930 |
| | 270 826 | 199 181 | (161 985) |
| Variation nette des espèces et quasi-espèces | 122 809 | 94 714 | 94 953 |
| Espèces et quasi-espèces en début de période | 211 810 | 117 096 | 188 699 |
| Espèces et quasi-espèces en fin de période | 334 619 \$ | 211 810 \$ | 283 652 \$ |
| Les espèces et quasi-espèces se détaillent comme suit : | | | |
| Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt | 89 185 \$ | 100 001 \$ | 139 564 \$ |
| Chèques et autres effets en transit, montant net | 245 434 | 111 809 | 144 088 |
| | 334 619 \$ | 211 810 \$ | 283 652 \$ |
| Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie : | | | |
| Intérêts versés durant la période | 82 035 \$ | 174 404 \$ | 125 361 \$ |
| Impôts sur le revenu payés durant la période | 10 915 \$ | 5 133 \$ | 3 413 \$ |

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non vérifiées)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de Banque Laurentienne du Canada ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf spécification contraire du surintendant des institutions financières du Canada, les états financiers consolidés intermédiaires sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) pour les états financiers intermédiaires. Par conséquent, ils ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, y compris les traitements comptables prescrits par le surintendant, sont identiques à ceux utilisés aux états financiers vérifiés consolidés de la Banque au 31 octobre 2003, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous. Ces conventions comptables sont conformes, à tous les égards importants, aux PCGR. Ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction en tenant compte de leur importance relative. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté la note d'orientation en comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) n° 13 (NOC-13), intitulée « Relations de couverture » ainsi que l'abrégié des délibérations du comité sur les problèmes nouveaux n° 128 (CPN-128), intitulé « Comptabilisation des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction (négociation) ou de spéculation ou à des fins autres que de couverture ». Cette note d'orientation établit certaines conditions d'admissibilité à l'utilisation de la comptabilité de couverture, lesquelles sont plus rigoureuses et moins informelles que les normes précédentes.

Les produits dérivés sont principalement utilisés pour gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt et des devises. Les produits dérivés sont également utilisés dans les activités de négociation ou pour répondre aux besoins des clients.

Les produits dérivés utilisés afin de gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, le revenu ou les frais d'intérêt liés à ces instruments dérivés sont comptabilisés et inclus dans le revenu d'intérêt ou les frais d'intérêt dans les états consolidés des résultats et présentés dans les autres actifs ou les autres passifs dans le bilan consolidé.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés pour gérer ses propres risques, la Banque détermine pour chaque produit dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée comme couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie. La couverture est documentée dès sa mise en place, pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. La documentation précise l'actif ou le passif couvert, le risque géré par l'opération de couverture, le type de produit dérivé utilisé et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Le produit dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser comme prévu la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie.

Les opérations de couverture de la juste valeur consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les variations de la juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme. Les opérations de couverture des flux de trésorerie consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de variation des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif assorti d'un taux variable. Lorsqu'un produit dérivé s'avère efficace pour la couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie, la juste valeur du produit dérivé est constatée dans les autres éléments d'actif ou de passif à leur montant brut et le gain ou la perte lié à ce produit dérivé est reporté.

S'il s'avère que le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace ou s'il est vendu ou liquidé, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. Le gain ou la perte reporté est inscrit au poste Revenu net d'intérêt au cours des périodes où l'élément couvert influe sur les résultats. La comptabilité de couverture cesse aussi d'être appliquée au moment de la vente de l'élément couvert ou de sa liquidation avant l'échéance prévue. À ce moment, le gain ou la perte reporté est inscrit à la rubrique Autres revenus.

Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont inscrits à leur juste valeur brute dans les autres éléments d'actif ou de passif, toute variation de cette juste valeur étant constatée à la rubrique Autres revenus. Il est toujours possible de désigner ces produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation à titre de couverture dans de futures relations de couverture. Au moment de la désignation, toute juste valeur antérieurement inscrite au bilan consolidé sera amortie dans les autres revenus sur la durée résiduelle du produit dérivé.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de négociation ou pour répondre aux besoins de clients, les gains et les pertes réalisés et non réalisés qui en résultent sont constatés à la rubrique Autres revenus. Les gains et les pertes non réalisés sont inscrits à leur montant brut dans les autres éléments d'actif ou de passif.

Les cours du marché sont déterminés au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courants et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Les dépôts de garantie obligatoires sont également inclus dans les autres éléments d'actif.

Au 1^{er} novembre 2003, l'application de ces directives a eu pour effet d'augmenter les autres éléments d'actif et les gains reportés de 108 810 000 \$, dont 19 087 000 \$ sont liés à des produits dérivés qui étaient toujours désignés comme couverture. De plus, les autres éléments de passifs et les pertes reportées ont été augmentés de 102 553 000 \$, dont 4 434 000 \$ sont liés à des produits

dérivés qui étaient toujours désignés comme couverture. Selon les règles de transition de la nouvelle norme, les pertes reportées nettes liées aux instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'est plus appropriée s'élèvent à 8 396 000 \$ au 1^{er} novembre 2003. Ces pertes reportées nettes seront constatées aux résultats sur la durée résiduelle des éléments de couverture. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu de répercussion importante sur les résultats de la période courante.

PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS

En juillet 2003, l'ICCA a publié le chapitre 1100 intitulé « Principes comptables généralement reconnus ». Ce chapitre établit des normes de communication d'une information financière en conformité avec les PCGR et indique quelles sont les sources à consulter lors du choix des conventions comptables à employer ou de la détermination des informations à fournir, dans les cas où un sujet n'est pas traité explicitement dans les sources premières des PCGR. L'adoption initiale de ce nouveau chapitre, appliqué de façon prospective le 1^{er} novembre 2003, n'a pas eu de répercussion importante sur les états financiers consolidés de la Banque. Toutefois, la Banque poursuit son analyse des incidences du nouveau chapitre et il est possible, une fois l'analyse complétée, que certains postes du bilan, qui historiquement étaient présentés sur la base de leur valeur nette conformément aux pratiques de l'industrie bancaire canadienne, soient reclassés et présentés sur la base de leur valeur brute.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES À VENIR

Présentation des passifs et capitaux propres

En novembre 2003, le conseil des normes comptables a approuvé une modification au chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation » en vue d'exiger que les obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, au moyen d'un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres, soient présentées comme des passifs. Par suite de la modification, les titres émis par la Banque qui lui confèrent le droit absolu de régler le principal au moyen de liquidités ou de ses instruments de capitaux propres, pour une valeur équivalente, ne seront plus présentés comme des éléments de capitaux propres. Les recommandations s'appliquent de façon rétroactive à tous les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2004.

2. PRÊTS

A) PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

| Au 31 janvier 2004 | | | | | |
|----------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|---------------------------|-------------------------|-------------------------|
| En milliers de dollars | Montant brut des prêts | Montant brut des prêts douteux | Provisions spécifiques | Provisions générales | Total des provisions |
| Prêts personnels | 3 566 096 \$ | 22 842 \$ | 9 740 \$ | 19 999 \$ | 29 739 \$ |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 5 270 246 | 13 365 | 3 518 | 4 841 | 8 359 |
| Prêts hypothécaires commerciaux | 669 989 | 12 857 | 5 771 | 5 265 | 11 036 |
| Prêts commerciaux et autres | 1 507 109 | 118 399 | 60 675 | 27 645 | 88 320 |
| Provision générale non attribuée | – | – | – | 19 500 | 19 500 |
| | 11 013 440 \$ | 167 463 \$ | 79 704 \$ | 77 250 \$ | 156 954 \$ |
| Au 31 octobre 2003 | | | | | |
| En milliers de dollars | Montant brut des prêts | Montant brut des prêts douteux | Provisions spécifiques | Provisions générales | Total des provisions |
| Prêts personnels | 3 646 070 \$ | 19 594 \$ | 9 311 \$ | 19 715 \$ | 29 026 \$ |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 5 274 128 | 13 991 | 3 741 | 5 611 | 9 352 |
| Prêts hypothécaires commerciaux | 705 101 | 13 030 | 6 048 | 7 561 | 13 609 |
| Prêts commerciaux et autres | 1 571 491 | 138 571 | 66 827 | 20 167 | 86 994 |
| Provision générale non attribuée | – | – | – | 24 196 | 24 196 |
| | 11 196 790 \$ | 185 186 \$ | 85 927 \$ | 77 250 \$ | 163 177 \$ |
| Au 31 janvier 2003 | | | | | |
| En milliers de dollars | Montant brut des prêts | Montant brut des prêts douteux | Provisions spécifiques | Provisions générales | Total des provisions |
| Prêts personnels | 3 858 469 \$ | 24 742 \$ | 7 032 \$ | 20 108 \$ | 27 140 \$ |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 6 594 425 | 11 159 | 5 310 | 5 468 | 10 778 |
| Prêts hypothécaires commerciaux | 901 824 | 17 656 | 9 460 | 9 435 | 18 895 |
| Prêts commerciaux et autres | 1 848 459 | 164 886 | 96 091 | 25 898 | 121 989 |
| Provision générale non attribuée | – | – | – | 24 841 | 24 841 |
| | 13 203 177 \$ | 218 443 \$ | 117 893 \$ | 85 750 \$ | 203 643 \$ |

B) PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

| En milliers de dollars | Pour les périodes de trois mois terminées les 31 janvier | | | | | 2004 | 2003 |
|--|--|----------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|----------------------------------|------|
| | Prêts personnels | Prêts hypothécaires résidentiels | Prêts hypothécaires commerciaux | Prêts commerciaux et autres | Total des provisions spécifiques | Total des provisions spécifiques | |
| Solde en début de période | 9 311 \$ | 3 741 \$ | 6 048 \$ | 66 827 \$ | 85 927 \$ | 132 381 \$ | |
| Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats | 5 211 | 693 | (17) | 3 863 | 9 750 | 11 000 | |
| Radiations | (5 582) | (934) | (262) | (10 085) | (16 863) | (26 573) | |
| Recouvrements | 800 | 18 | 2 | 70 | 890 | 1 085 | |
| Solde en fin de période | 9 740 \$ | 3 518 \$ | 5 771 \$ | 60 675 \$ | 79 704 \$ | 117 893 \$ | |

C) PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

| En milliers de dollars | Pour les périodes de trois mois terminées les 31 janvier | | | | | 2004 | 2003 |
|---|--|----------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Prêts personnels | Prêts hypothécaires résidentiels | Prêts hypothécaires commerciaux | Prêts commerciaux et autres | Provision générale non attribuée | Total des provisions générales | Total des provisions générales |
| Solde en début de période | 19 715 \$ | 5 611 \$ | 7 561 \$ | 20 167 \$ | 24 196 \$ | 77 250 \$ | 85 500 \$ |
| Variation au cours de la période | 284 | (770) | (2 296) | 7 478 | (4 696) | - | - |
| Provision pour pertes sur prêts résultant d'une acquisition | - | - | - | - | - | - | 250 |
| Solde en fin de période | 19 999 \$ | 4 841 \$ | 5 265 \$ | 27 645 \$ | 19 500 \$ | 77 250 \$ | 85 750 \$ |

3. CAPITAL-ACTIONS

Émission d'actions ordinaires

Au cours du premier trimestre de 2004, 43 810 actions ordinaires ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions pour la direction de la Banque pour une contrepartie au comptant de 976 000 \$.

| Émis et en circulation | Au 31 janvier 2004 | | Au 31 octobre 2003 | |
|--|--------------------|------------|--------------------|------------|
| | Nombre d'actions | Montant | Nombre d'actions | Montant |
| En milliers de dollars, sauf le nombre d'actions | | | | |
| Actions privilégiées de catégorie A ⁽¹⁾ | | | | |
| Série 7 | 2 000 000 | 50 000 \$ | 2 000 000 | 50 000 \$ |
| Série 8 | 2 000 000 | 50 000 | 2 000 000 | 50 000 |
| Série 9 | 4 000 000 | 100 000 | 4 000 000 | 100 000 |
| Total du capital-actions privilégié | 8 000 000 | 200 000 | 8 000 000 | 200 000 |
| Actions ordinaires | 23 479 395 | 247 789 | 23 435 585 | 246 813 |
| Total du capital-actions | | 447 789 \$ | | 446 813 \$ |

(1) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

| | Au 31 janvier 2004 | | Au 31 octobre 2003 | |
|--|--------------------|---------|--------------------|---------|
| | Nombre | | Nombre | |
| Options d'achat d'actions | | | | |
| En circulation, à la fin de la période | | 512 656 | | 595 522 |
| Pouvant être levées à la fin de la période | | 413 331 | | 476 848 |

4. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Le tableau suivant présente la variation des frais de restructuration au cours de la période de trois mois se terminant le 31 janvier 2004. Le solde des frais de restructuration est inclus dans les autres éléments de passif au bilan consolidé.

| Programme 2003 | Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2004 | | |
|--------------------------------------|--|------------------------|--|
| En milliers de dollars | Radiation de matériel informatique et logiciels et de résiliation de baux | Ressources humaines | Total des frais de restructuration |
| Solde au début de la période | 5 944 \$ | 3 163 \$ | 9 107 \$ |
| Montant utilisé | | | |
| Services financiers aux particuliers | 1 830 | 642 | 2 472 |
| Services financiers aux entreprises | 134 | 387 | 521 |
| Autres secteurs | 638 | 498 | 1 136 |
| Solde à la fin de la période | 3 342 \$ | 1 636 \$ | 4 978 \$ |

5. FRAIS LIÉS AU TRANSFERT DES ACTIVITÉS ET AUTRES FRAIS

Au 31 octobre 2003, une provision avait été constituée relativement aux frais liés au transfert des activités et autres frais relatifs à la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien pour un montant de 11 783 000 \$ au moment de la cession des succursales. Au cours de la période de trois mois se terminant le 31 janvier 2004, les frais utilisés s'élevaient à 885 000 \$. Le solde des frais sera encouru d'ici l'achèvement du transfert des activités.

6. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

CESSION D'UN PORTEFEUILLE DE PRÊTS SUR CARTES DE CRÉDIT

Le 2 février 2004, la Banque a vendu son portefeuille de prêts sur cartes de crédit, ainsi que les droits contractuels y afférents, de l'Ontario et de l'Ouest canadien, évalué à 27 900 000 \$, à la Banque MBNA Canada. Le prix de vente, payé en espèces le 2 février 2004, s'est élevé à approximativement 32 900 000 \$, pour un gain de 4 600 000 \$, net des frais associés à la transaction et des frais de conversion applicables.

7. INFORMATION SECTORIELLE

| En milliers de dollars | Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2004 | | | | | |
|---|--|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| | SFAP | SFAE | B2B | GPC | Autres | Total |
| Revenu net d'intérêt ⁽¹⁾ | 60 415 \$ | 14 736 \$ | 10 755 \$ | 341 \$ | (16 268)\$ | 69 979 \$ |
| Autres revenus | 21 173 | 8 331 | 4 232 | 6 792 | 9 974 | 50 502 |
| Revenu total | 81 588 | 23 067 | 14 987 | 7 133 | (6 294) | 120 481 |
| Provision pour pertes sur prêts | 4 720 | 4 400 | 630 | - | - | 9 750 |
| Frais autres que d'intérêt | 65 337 | 8 607 | 9 367 | 5 281 | 4 174 | 92 766 |
| Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale | 11 531 | 10 060 | 4 990 | 1 852 | (10 468) | 17 965 |
| Impôts sur le revenu (récupération) | 4 028 | 3 417 | 683 | 627 | (5 401) | 3 354 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale | - | - | 979 | - | - | 979 |
| Revenu (perte) net(te) | 7 503 \$ | 6 643 \$ | 3 328 \$ | 1 225 \$ | (5 067)\$ | 13 632 \$ |
| Actif moyen ⁽²⁾ | 8 373 584 \$ | 2 440 058 \$ | 2 640 343 \$ | 1 357 296 \$ | 1 680 952 \$ | 16 492 233 \$ |
| Prêts moyen ⁽²⁾ | 8 170 656 \$ | 1 969 199 \$ | 1 948 727 \$ | 8 \$ | (1 405 119)\$ | 10 683 471 \$ |
| Dépôts moyen ⁽²⁾ | 9 179 203 \$ | 86 216 \$ | 2 345 559 \$ | 265 \$ | 1 418 873 \$ | 13 030 116 \$ |
| Ratio d'efficacité ⁽³⁾ | 80,1 % | 37,3 % | 62,5 % | 74,0 % | s/o | 77,0 % |

7. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Pour la période de trois mois terminée le
31 octobre 2003

| En milliers de dollars | SFAP | SFAE | B2B | GPC | Autres ⁽⁴⁾ | Total |
|---|---------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------|---------------|
| Revenu net d'intérêt | 65 755 \$ | 15 256 \$ | 11 254 \$ | 324 \$ | (9 510)\$ | 83 079 \$ |
| Autres revenus | 23 376 | 6 344 | 3 832 | 5 329 | 78 884 | 117 765 |
| Revenu total | 89 131 | 21 600 | 15 086 | 5 653 | 69 374 | 200 844 |
| Provision pour pertes sur prêts | 6 229 | 8 326 | 445 | – | (4 000) | 11 000 |
| Frais autres que d'intérêt | 81 933 | 9 774 | 9 316 | 4 440 | 20 376 | 125 839 |
| Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale | 969 | 3 500 | 5 325 | 1 213 | 52 998 | 64 005 |
| Impôts sur le revenu | 372 | 1 430 | 2 034 | 405 | 8 292 | 12 533 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale | – | – | 751 | – | – | 751 |
| Revenu net | 597 \$ | 2 070 \$ | 2 540 \$ | 808 \$ | 44 706 \$ | 50 721 \$ |
| Actif moyen ⁽²⁾ | 10 842 965 \$ | 2 542 935 \$ | 2 611 548 \$ | 1 159 962 \$ | 1 288 828 \$ | 18 446 238 \$ |
| Prêts moyen ⁽²⁾ | 10 635 308 \$ | 2 040 352 \$ | 2 003 502 \$ | 8 \$ | (1 809 224)\$ | 12 869 946 \$ |
| Dépôts moyen ⁽²⁾ | 11 021 492 \$ | 55 476 \$ | 2 341 504 \$ | 262 \$ | 1 796 629 \$ | 15 215 363 \$ |
| Ratio d'efficacité ⁽³⁾ | 91,9 % | 45,3 % | 61,8 % | 78,5 % | s/o | 62,7 % |

Pour la période de trois mois terminée le
31 janvier 2003

| En milliers de dollars | SFAP | SFAE | B2B | GPC ⁽⁵⁾ | Autres | Total |
|---|---------------|--------------|--------------|--------------------|---------------|---------------|
| Revenu net d'intérêt | 71 607 \$ | 16 782 \$ | 12 324 \$ | 298 \$ | (13 399)\$ | 87 612 \$ |
| Autres revenus | 23 409 | 6 338 | 3 899 | 14 345 | 12 019 | 60 010 |
| Revenu total | 95 016 | 23 120 | 16 223 | 14 643 | (1 380) | 147 622 |
| Provision pour pertes sur prêts | 7 075 | 3 612 | 313 | – | – | 11 000 |
| Frais autres que d'intérêt | 75 891 | 8 147 | 9 260 | 5 152 | 6 126 | 104 576 |
| Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale | 12 050 | 11 361 | 6 650 | 9 491 | (7 506) | 32 046 |
| Impôts sur le revenu (récupération) | 4 742 | 4 477 | 2 468 | 2 132 | (2 755) | 11 064 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale | – | – | 1 076 | – | – | 1 076 |
| Revenu (perte) net (te) | 7 308 \$ | 6 884 \$ | 3 106 \$ | 7 359 \$ | (4 751)\$ | 19 906 \$ |
| Actif moyen ⁽²⁾ | 11 133 457 \$ | 2 827 312 \$ | 2 650 168 \$ | 1 468 309 \$ | 370 128 \$ | 18 449 374 \$ |
| Prêts moyen ⁽²⁾ | 10 870 596 \$ | 2 260 072 \$ | 2 176 702 \$ | 6 \$ | (2 627 426)\$ | 12 679 950 \$ |
| Dépôts moyen ⁽²⁾ | 10 898 717 \$ | 31 804 \$ | 2 364 185 \$ | 252 \$ | 1 960 697 \$ | 15 255 655 \$ |
| Ratio d'efficacité ⁽³⁾ | 79,9 % | 35,2 % | 57,1 % | 35,2 % | s/o | 70,8 % |

SFAP – Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente, les dépôts et prêts hypothécaires provenant de courtiers, à travers le Canada. Cette ligne d'affaires englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.

SFAE – Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.

B2B – B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers indépendants et à des institutions financières non bancaires à travers le Canada.

GPC – La Gestion du patrimoine et Courtage comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et la quote-part de la Banque dans la coentreprise BLC – Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Autres – La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux lignes d'affaires susmentionnées.

(1) En 2004, la Banque a révisé certains paramètres de son modèle de prix de cession interne, ce qui a eu pour effet de modifier la répartition de la marge nette d'intérêt entre les secteurs.

(2) Les éléments d'actif et de passif sont présentés sur la base de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

(3) Correspond aux frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total.

(4) Comprend le gain sur cession de succursales de 69,9 millions \$ (54,9 millions \$ net des impôts) et les frais de restructuration de 16,6 millions \$ (10,8 millions \$ net des impôts).

(5) Comprend le gain de 8,5 millions \$ (6,7 millions \$ net des impôts) sur la vente d'actions de TSX Group inc.

Renseignements aux actionnaires

Siège social

Tour Banque Laurentienne
1981, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3A 3K3
Téléphone : (514) 284-4500,
poste 5996
Télécopieur : (514) 284-3396
Centre télébancaires,
Services bancaires automatisés
et service à la clientèle :
Région de Montréal :
(514) BLC-1846
Sans frais : 1-800-BLC-1846
Adresse Internet :
www.banquelaurentienne.com
Télex : 145069

Agent des transferts et registraire

Société de fiducie Computershare
du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8

Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes
peuvent communiquer avec le service
Relations avec les investisseurs situé
au siège social
en téléphonant au (514) 284-4500,
poste 5916.

Médias

Les journalistes peuvent
communiquer avec le service des
Affaires publiques et communications
située au siège social en téléphonant
au (514) 284-4500, poste 7511.

Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de
communiquer tout changement
d'adresse à l'agent des transferts
de la Banque. Pour toute autre
demande ou question, veuillez
communiquer avec le Secrétariat
situé au siège social ou en
téléphonant au (514) 284-4500,
poste 7545.

Bureau de l'ombudsman

Banque Laurentienne
Tour Banque Laurentienne
1981, avenue McGill College
14^e étage
Montréal (Québec) H3A 3K3
(514) 284-7192
1-800-473-4782

Inscription boursière et dates de paiement des dividendes

| Les actions ordinaires et les actions privilégiées décrites ci-dessous sont inscrites à la bourse de Toronto. | Symbole boursier Code CUSIP | Dates de clôture des registres* | Dates de paiement des dividendes* |
|--|--------------------------------|--|--|
| Actions ordinaires | 51925D 10 6 LB | Premiers jours ouvrables de : janvier avril juillet octobre | Premiers jours ouvrables de : février mai août novembre |
| Actions privilégiées | | | |
| Série 7 | 51925D 70 0 LB.PR.B | ** | 15 mars |
| Série 8 | 51925D 80 9 LB.PR.C | ** | 15 juin |
| Série 9 | 51925D 87 4 LB.PR.D | *** | 15 septembre 15 décembre |

* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration

** À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 50 jours la date fixée pour le paiement des dividendes) pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque

*** À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 30 jours la date fixée pour le paiement des dividendes) pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque

